

# AU-DELÀ DE L'HORIZON : UNE NOUVELLE ÈRE DES DROITS DE L'ENFANT

## BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS

**Ergife Palace Hôtel &  
Centre de Conférence**

**ROME, 7-8 AVRIL 2022**

**Conférence de lancement  
à haut niveau pour la  
nouvelle Stratégie pour  
les droits de l'enfant  
(2022-2027)**

Co-organisée par  
le Conseil de l'Europe et la  
présidence italienne du  
Comité des Ministres



**Dipartimento  
per le politiche della famiglia**  
Presidenza del Consiglio dei ministri



**Presidency of Italy**  
Council of Europe  
November 2021 - May 2022

**Présidence de l'Italie**  
Conseil de l'Europe  
Novembre 2021 - Mai 2022

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



**Marija Pejčinović Burić** est la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, la principale organisation internationale dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit à l'échelle paneuropéenne. Avant d'être élue dans ses fonctions actuelles, Marija Pejčinović Burić était vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes de la République de Croatie, après avoir été à deux reprises secrétaire d'État aux Affaires de l'Union européenne. Au cours de son mandat de députée au Parlement croate, elle a présidé la délégation de la commission parlementaire conjointe Croatie-Union européenne, dirigé la délégation du Parlement croate auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et siégé au sein de différentes commissions sur les thématiques étrangères et européennes, notamment en qualité de membre suppléante de la délégation croate de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Plus tôt dans sa carrière, Marija Pejčinović Burić a occupé un certain nombre de postes de haut niveau liés au processus d'adhésion de la Croatie à l'UE. Elle a ensuite été négociatrice sur plusieurs chapitres dans le cadre des négociations d'adhésion de la Croatie à l'UE. Elle a rédigé de nombreux articles, donné des conférences et exercé en tant que consultante sur les affaires européennes. Elle a été présidente et membre du conseil d'administration d'un certain nombre d'organisations et exercé également la fonction de Secrétaire générale de la Maison de l'Europe de Zagreb. Marija Pejčinović Burić est titulaire d'une licence de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Zagreb et d'un master en études européennes du Collège d'Europe.



**Elena Bonetti**, ministre de l'Égalité des chances et de la Famille, Italie. Mme Elena Bonetti est maître de conférences en analyse mathématique à l'Université de Milan. Elle a obtenu une licence en mathématiques en 1997 à l'Université de Pavie, puis un doctorat en mathématiques en 2002 à l'Université de Milan. Elle est engagée dans le mouvement scout et possède une expérience dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse. Le 5 septembre 2019,

Mme Bonetti a été nommée ministre de l'Égalité des chances et de la Famille par le Président de la République italienne. Elle a été reconduite dans cette fonction le 13 février 2021.

### Modératrice pour l'ouverture et la clôture



**Giovanna Pancheri** - Journaliste et reporter pour Sky tg24 depuis 2005, Pancheri couvre les grands événements politiques et l'actualité italienne et internationale. Née à Rome en 1980, Giovanna Pancheri a commencé sa carrière à la RAI et dans les secteurs de la presse et de la communication à la World Trade Centers Association à New York, au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO à Paris et en tant que chargée de mission pour le Forum européen de la jeunesse à Bruxelles. Journaliste pour Sky tg24 depuis 2005, elle a été de 2009 à 2016 la correspondante de la chaîne à Bruxelles pour l'Europe, couvrant la récession et la migration en provenance des grands pays en crise, ainsi que de nombreux événements politiques majeurs dans

le monde tels que le Brexit et les élections françaises, l'actualité en Allemagne et au Royaume-Uni, l'approche diplomatique des crises en Géorgie, en Libye et en Ukraine ou encore les attentats terroristes en France et en Belgique. De 2016 à 2020, elle a été correspondante de Sky tg24 pour l'Amérique du Nord, résidant à New York, avant de revenir en Italie en janvier 2021. Elle a notamment publié les livres « *Il buio su Parigi. Oltre la cronaca nei giorni del terrore* » [L'obscurité sur Paris. Au-delà de l'actualité pendant les jours de terreur] (Rubbettino 2017) et « *Rinascita americana. La nazione di Donald Trump e la sfida di Joe Biden* » [Renaissance américaine : la nation de Donald Trump et le défi de Joe Biden] (Sem 2021).



**Tiny Kox** est l'actuel Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), élu à cette fonction en janvier 2022. Il est né à Zeelst, aux Pays-Bas, et est diplômé en droit de l'Université de Tilburg. Il a travaillé ensuite au Tilburg Law Centre jusqu'à son élection au conseil municipal de Tilburg en 1982. Il a été le chef du groupe du Parti socialiste (PS) au conseil jusqu'en 1999. Il a également été secrétaire général du PS entre 1993 et 2003. M. Kox a été élu au Sénat néerlandais en 2003 et il dirige depuis lors le groupe du Parti socialiste au Sénat. Il est également membre de la délégation néerlandaise de l'APCE depuis 2003 et a occupé les fonctions de vice-président de l'Assemblée, rapporteur

général sur le budget et le programme intergouvernemental et président du groupe politique de la Gauche unitaire européenne. M. Kox vit à Tilburg, est marié et a deux fils et trois petits-enfants.



**Dunja Mijatović** a été élue Commissaire aux droits de l'homme par l'Assemblée parlementaire le 25 janvier 2018 et a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> avril 2018. Elle est la quatrième Commissaire, succédant à ce poste à Nils Muižnieks (2012-2018), Thomas Hammarberg (2006-2012) et Alvaro Gil-Robles (1999-2006). Citoyenne de la Bosnie-Herzégovine, elle œuvre depuis vingt ans à la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle a ainsi acquis une vaste expérience du suivi international, notamment dans le domaine de la liberté d'expression. Avant d'être élue Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Mme Mijatović a exercé les

fonctions de Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias (2010-2017), de directrice de la radiodiffusion à l'Agence de régulation des communications de Bosnie-Herzégovine (2001-2010) et de présidente de la Plate-forme européenne des instances de régulation (2007-2010) et du Groupe de spécialistes du Conseil de l'Europe sur la liberté d'expression et d'information en temps de crise (2005-2007). Dunja Mijatović donne régulièrement des conférences dans des instances nationales et internationales. Son travail en faveur des droits de l'homme a été récompensé par plusieurs prix. En outre, Mme Mijatović soutient les activités menées par des ONG en matière d'asile et d'éducation aux droits de l'homme.



**Maria-Andriani Kostopoulou** est juriste spécialiste des droits de l'homme à la Cour suprême de Grèce et consultante du Conseil de l'Europe sur les questions relatives aux droits de l'homme, y compris les droits des enfants. Elle est la présidente du Comité directeur du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (CDENF) et a été précédemment présidente du Comité ad hoc du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (CAHENF) et présidente du Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur les réponses à la violence à l'égard des enfants (CAHENF-VAC). Elle est également membre du Conseil consultatif du Programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit (HELP) du Conseil de l'Europe, vice-présidente du Groupe d'experts sur la lutte

contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), vice-directrice de la Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme et membre de la Commission nationale grecque des droits de l'homme (GNCHR). Elle est titulaire d'un doctorat (*summa cum laude*) de la faculté de droit de l'université Aristote de Thessalonique et de quatre masters, en droit de la famille, Faculté de droit, Université de Strasbourg (mention Très Bien), en droit civil, Faculté de droit, Université d'Athènes (mention Très Bien), en droit international, Faculté de droit, Université d'Athènes, et en droit du travail, Faculté de droit, Université d'Athènes (mention Très Bien). Elle est l'auteure ou la co-auteure d'une quarantaine de publications sur les droits de l'homme, dont le livre « La requête individuelle en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme : Guide procédural », Éditions du Conseil de l'Europe, 2019 (co-écrit avec L.-A. Sicilianos, ancien Président de la Cour européenne des droits de l'homme).



**Dr Najat Maalla M'jid**, médecin pédiatre, a consacré au cours des trois dernières décennies sa vie à la promotion et la protection des droits des enfants. Elle a été chef du Service de pédiatrie et directrice de l'hôpital mère et enfant Hay Hassani de Casablanca. Mme M'jid a été membre du Conseil national marocain des droits de l'homme et fondatrice de l'organisation non gouvernementale Bayti, le premier programme relatif à la situation des enfants vivant et travaillant dans les rues au Maroc. De 2008 à 2014, elle a été Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pédopornographie. Mme M'jid a également travaillé en tant qu'experte-conseil pour des projets, stratégies et politiques nationaux et internationaux relatifs à la promotion et la protection des droits de l'enfant.

Elle possède une vaste expérience de l'élaboration de politiques nationales sur la protection de l'enfant et a travaillé avec plusieurs gouvernements et organisations non gouvernementales et intergouvernementales. Elle a également été chargée de cours auprès d'universités marocaines et internationales sur la protection, la promotion, la planification et le suivi des droits de l'enfant, ainsi que sur les politiques sociales et de développement. Membre de plusieurs organisations non gouvernementales et réseaux régionaux et internationaux œuvrant pour les droits de l'enfant, Mme M'jid a également participé à la formation de travailleurs sociaux, de membres des forces de l'ordre, d'enseignants, de juges et de personnels de santé. M'jid est titulaire d'un doctorat en médecine générale de l'Université de Rabat, d'une spécialisation en pédiatrie et néonatalogie de l'Université de Bordeaux II et d'une maîtrise en droits de l'homme de l'Institut des droits de l'homme de Genève. Elle a reçu de nombreuses récompenses et distinctions pour son fort engagement en faveur de la protection des droits de l'enfant.



**Afshan Khan** est la Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Europe et l'Asie centrale et la Coordinatrice spéciale pour l'intervention en faveur des réfugiés et des migrants en Europe. Elle travaille à Genève. Mme Khan est fonctionnaire internationale depuis plus de trente ans. Auparavant, elle a été directrice des programmes d'urgence de l'UNICEF et a également occupé d'autres postes de haut niveau, notamment ceux de directrice des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des ressources, de directrice régionale associée pour l'Afrique orientale et australe et de représentante de l'UNICEF en Jamaïque. Mme Khan a une grande expérience du terrain, ayant notamment été affectée au Kenya, au Mozambique, en République démocratique du Congo et en Colombie. Elle possède également une grande expérience au sein des Nations

Unies, du fait de ses affectations au Comité permanent interorganisations pour les affaires humanitaires (CPI) à Genève, au Cabinet du Secrétaire général et au Groupe des Nations Unies pour le développement. De 2012 à 2014, Mme Khan a quitté les Nations Unies pour devenir Directrice générale de *Women for Women International*. Dans cette fonction, elle était chargée de définir la vision stratégique et de mobiliser les ressources nécessaires pour permettre aux femmes de reconstruire leur vie après la guerre. Mme Khan est née à Hyderabad, en Inde, et a grandi à Montréal, au Canada. Elle possède une maîtrise en politiques publiques de la Johns Hopkins *School for Advanced International Studies* et une licence en sciences politiques de l'Université McGill.



**Benoit Van Keirsbilck** est directeur de la section belge de Défense des Enfants International (DEI). Il est rédacteur en chef de l'édition belge du Journal du Droit des jeunes et membre du conseil consultatif de l'Étude mondiale des Nations Unies sur les enfants privés de liberté. Il a été élu membre du Comité des droits de l'enfant des Nations unies (2021-2024).



**Theoni Koufonikolakou** est la médiatrice adjointe grecque pour les droits des enfants et la présidente du Réseau européen des Défenseurs des enfants (ENOC). En tant qu'avocate, elle a travaillé sur des affaires ayant trait à la protection des droits de l'homme et à la violence domestique. Elle a coopéré avec des ONG fournissant une aide juridique aux populations vulnérables. En outre, elle a travaillé avec la Confédération générale grecque du travail (GSEE) en tant que chercheuse et enseignante pour la formation des adultes et avec le Centre de recherches sur l'égalité entre les femmes et les hommes (KETHI) dans des affaires ayant trait à la protection de la famille. Titulaire d'une maîtrise en sociologie, elle est actuellement doctorante à la faculté de droit de l'Université d'Athènes.



**Marie-Louise Coleiro Preca** a été la neuvième présidente de Malte, après avoir été active en politique pendant quarante ans et avoir siégé au parlement pendant seize ans. Elle a obtenu une licence en droit et en sciences humaines en tant que notaire public à l'université de Malte. L'université de Warwick, au Royaume-Uni, lui a décerné le titre de professeur honoraire et l'université de Leicester, au Royaume-Uni, celui de docteur honoraire en droit. Elle a consacré sa vie au bien-être des personnes les plus vulnérables de la société et a contribué à apporter des changements effectifs dans les politiques sociales de Malte. Ses principales réalisations en tant que présidente de Malte comprennent la création de la Fondation Malta Foundation for the Wellbeing of Society, de la Fondation Malta Trust Foundation et de la Fondation Emanuele Cancer Research Foundation Malta, des fondations qu'elle préside. En avril 2019, elle a été élue présidente d'Eurochild, un réseau paneuropéen d'organisations de défense des droits des enfants comptant plus de 176 membres issus de plus de 34 pays. Elle est une conférencière de renommée internationale couvrant divers domaines, notamment les droits des enfants, les femmes et les groupes vulnérables, dont la migration. Elle est membre du Council of World Women Leaders, conseillère auprès de Women Political Leaders, marraine et ambassadrice de la International Girl2Leader Campaign et membre honoraire de la Società Italiana di Storia della Medicina. Marie-Louise Coleiro Preca est ambassadrice de bonne volonté de l'ONUDI, championne de la troisième décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA III) et ambassadrice spéciale du tourisme durable de l'OMT.



**Maud de Boer-Buquicchio** est présidente d'ECPAT International depuis février 2022. De nationalités néerlandaise et italienne, elle est diplômée de l'Université de Leyde (maîtrise en droit). Elle a commencé sa carrière au Conseil de l'Europe en 1969 à la Commission européenne des droits de l'homme et a été élue Greffière adjointe à la Cour européenne des droits de l'homme en 1998. De 2002 à 2012, elle a été Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe. De 2014 à 2020, elle a été Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants. Tout au long de ses mandats, elle a axé son travail sur la lutte

contre la discrimination et la violence et sur la promotion des droits des groupes les plus vulnérables, en particulier les enfants. En tant que Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, elle a été à l'origine de l'élaboration et de l'adoption de trois conventions clés du Conseil de l'Europe, à savoir la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains, la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Elle a lancé le premier programme du Conseil de l'Europe « Construire une Europe pour et avec les enfants », prônant une approche globale et intégrée de la question de l'élimination de toutes les formes de violence envers les enfants et du respect des droits des enfants. Sa fonction de Rapporteuse spéciale des Nations Unies s'articulait autour de visites dans les pays et d'enquêtes thématiques, traitant des causes profondes et proposant des réponses institutionnelles, politiques et législatives pour prévenir et combattre la vente d'enfants et leur exploitation sexuelle sous ses différentes formes. Elle participe à la gouvernance de nombreuses organisations internationales liées aux droits de l'enfant et intervient en tant que consultante pour divers projets de recherche. Elle a à son actif de nombreuses publications et conférences dans les domaines ci-dessus.

**Session plénière et dialogue – « Une stratégie adaptée à une nouvelle réalité : les enfants dans les situations de crise et d'urgence »**

**Modérateur**



**Jeroen Schokkenbroek** a étudié le droit à l'Université de Leyde (Pays-Bas), où il a enseigné le droit constitutionnel et administratif jusqu'en 1993. Au cours de cette période, il a également exercé d'autres fonctions, parmi lesquelles : Président de la section néerlandaise de la Commission internationale de juristes, représentant de la CIJ auprès du Conseil de l'Europe et rédacteur en chef de la Revue néerlandaise des droits de l'homme (NJCM-Bulletin). Depuis 1993, il a occupé diverses fonctions au sein du Secrétariat du Conseil de l'Europe, principalement dans le domaine des droits de l'homme, dont celles de chef du Service du développement des droits de l'homme et de chef du Secrétariat de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire. En novembre 2010, il a été nommé

Représentant spécial du Secrétaire Général pour les questions relatives aux Roms. D'octobre 2013 à février 2014, il a également été directeur par intérim de la Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation au sein de la Direction générale de la démocratie. Il a ensuite été Conseiller spécial du Secrétaire Général pour l'Ukraine jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014, date à laquelle il a été nommé Secrétaire exécutif du Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT). Depuis juin 2018, M. Schokkenbroek est directeur de l'anti-discrimination au sein de la Direction générale de la démocratie du Conseil de l'Europe. Il a publié divers livres et articles dans les domaines des droits de l'homme et du droit constitutionnel.



**Elena Botezatu** est avocate et dirige actuellement le Centre international La Strada Moldova. Ses principaux domaines d'expertise comprennent la recherche politique et juridique, la coordination de projets et l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation, en particulier pour les membres des forces de l'ordre et les enseignants. Elle est à l'origine du programme Questions affectant les enfants, au sein de La Strada, en tant que responsable du suivi continu de toutes les activités liées à la prévention et à l'intervention précoce en matière d'exploitation sexuelle des enfants en ligne, à la protection et à la justice pour les enfants, aux victimes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels facilités par les TIC, des actions de sensibilisation et des activités de renforcement des capacités

pour divers professionnels. Elena est l'auteure de plusieurs études thématiques sur la sécurité des enfants en ligne et leur exploitation sexuelle en ligne.



**Artur Degteariov** est chef de section au sein de la police de la République de Moldova, en charge des enquêtes sur la cybercriminalité, en particulier l'exploitation et les abus sexuels d'enfants en ligne. Il travaille au sein de cette unité depuis sa création et a occupé plusieurs postes de direction au fil des ans. Il a également contribué à développer les opérations policières concernant les infractions en ligne impliquant des enfants. Artur est actuellement membre du Comité de Lanzarote pour la République

de Moldova et a souvent représenté le Comité lors de diverses manifestations. Il a également travaillé en tant qu'expert indépendant auprès d'un large éventail de structures nationales et internationales, pour concevoir et dispenser une formation à des procureurs, des juges et des membres des forces de l'ordre.

## Thème I : Les enfants dans les situations de crise et d'urgence – renforcer les systèmes de protection des enfants afin de protéger les droits de l'enfant

### Modérateur A : Garantir l'accès des enfants à des services de santé mentale de qualité

Voir page 5 - Biographie de Mme Theoni Koufonikolakou, présidente du Réseau européen des Défenseurs des enfants (ENOC)



**Dainius Pūras** est professeur de psychiatrie des enfants et des adolescents et de santé mentale publique à l'Université de Vilnius, en Lituanie. Il est également directeur de l'Institut de surveillance des droits de l'homme, une ONG basée en Lituanie. Dainius Pūras a notamment exercé les fonctions de président de l'Association psychiatrique lituanienne et de doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Vilnius. Dainius Pūras a été membre du Comité des droits de l'enfant des Nations unies (2007-2011) et Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la santé physique et mentale (2014-2020). Il a participé – et participe encore – activement à des activités nationales et internationales dans le domaine

de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques et de services de santé fondés sur des données factuelles et sur les droits de l'homme, avec un accent particulier sur les enfants, les personnes handicapées, les personnes souffrant de problèmes de santé mentale et d'autres groupes en situation de vulnérabilité, ainsi que sur les questions liées à la promotion de la santé mentale et à la prévention de toutes les formes de violence. Il s'intéresse principalement à la gestion du changement dans le domaine des services de santé à l'échelle régionale et mondiale, et en particulier à la mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits de l'homme par le biais de politiques et de services efficaces.



**David Anthony**, a rejoint le Bureau de recherche de l'UNICEF-Innocenti après avoir travaillé à l'UNICEF New York, où il a géré l'analyse des politiques entre 2010 et 2017, et à New York DOC, où il a supervisé le développement des publications phares de l'UNICEF et l'équipe de La Situation des enfants dans le monde (2004-2010). David possède une vaste expérience en matière de gestion et de développement de stratégies, de partenariats et d'engagement dans la définition d'agendas politiques et leur concrétisation en actions et résultats pratiques. Tout au long de sa carrière, il a réussi à apporter des idées et des stratégies nouvelles à certaines des plus grandes

organisations du monde, notamment l'UE et The Economist. David est titulaire d'un master en sciences économiques de l'université de Londres et d'une licence en économie de l'université d'East Anglia.



**Mark Bale** est un haut fonctionnaire en charge des politiques liées aux sciences génomiques, en particulier à la médecine génomique et à la génomique des pathogènes. Il a été directeur de programme pour le projet 100 000 génomes. Depuis 2015, il est détaché à temps partiel auprès de *Genomics England Ltd* en tant que responsable des partenariats scientifiques, s'occupant de la stratégie, des collaborations et de la participation du public. Il est en charge des politiques relatives aux innovations scientifiques dans le domaine de la santé et à leurs implications éthiques, juridiques et politiques, notamment pour ce qui concerne la médecine régénérative, la thérapie génique, la modification du génome, les maladies orphelines et la bioéthique. Il a également exercé des responsabilités professionnelles et de gestion pour les scientifiques de

l'ensemble du service. Il représente le Royaume-Uni sur la bioéthique, la génomique et la

biotechnologie au sein de comités internationaux, notamment dans le cadre de l'initiative de l'UE 1+Million Genomes. Il a présidé le Comité de bioéthique du Conseil de l'Europe de 2014 à 2016. Au cours de sa carrière, Mark Bale a aussi mené des recherches en génétique microbienne. Il a rejoint le ministère de la Santé en 1999, après ses recherches post-doctorat sur la sécurité en lien avec les OGM et les agents pathogènes.

### **Modérateur B : Reconnaître et faire respecter les droits environnementaux des enfants**



**Krista Oinonen** est directrice de l'Unité des cours et des conventions des droits de l'homme au ministère des Affaires étrangères de Finlande et agent du gouvernement devant la Cour européenne des droits de l'homme. Elle a acquis plus de 20 ans d'expérience dans le domaine du droit international des droits de l'homme. Oinonen est la vice-présidente du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) du Conseil de l'Europe et a présidé de nombreux groupes de rédaction sous l'égide du Comité directeur. Mme Oinonen a travaillé à la Mission permanente de la Finlande auprès des Nations Unies à Genève de 2008 à 2011 et au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de 2004 à 2007. Elle a obtenu un master en droit de l'Université de Laponie en 1998 et a rejoint le ministère des Affaires étrangères de Finlande en 1999.



**Philip D. Jaffé** est professeur titulaire à l'Université de Genève (Suisse) et le directeur fondateur du Centre interfacultaire en droits de l'enfant (CIDE) (2008-2020). En 2018, il a été élu au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies et en tant que vice-président en 2021. Il a coordonné l'élaboration de l'Observation générale 25 sur les droits des enfants dans l'environnement numérique. Il coordonne actuellement le Groupe de travail sur l'Observation générale 26 sur les droits des enfants et l'environnement. Psychologue clinicien et médico-légal formé en Suisse et aux États-Unis, il a consacré ses activités universitaires et professionnelles à la protection de l'enfant, notamment vis-à-vis des abus sexuels, et à la participation des enfants. Exerçant encore en tant que psychothérapeute diplômé et expert-témoin auprès de tribunaux, il a également assuré des activités de conseil clinique et pédagogique pour un large éventail d'organisations humanitaires, gouvernementales et non gouvernementales. Au-delà des « missions traditionnelles consistant à enseigner, faire de la recherche, publier ou périr » exigées par une université de premier plan, il conçoit la vie universitaire comme étant indissociable d'un engagement au sein de la société en général en tant que praticien et formateur scientifique.



**Joe O'Reilly** est vice-président du Sénat irlandais et membre de la sous-commission sur les enfants de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. M. O'Reilly a été enseignant pendant plus de 20 ans. Au cours des trois dernières années, il a participé activement à l'initiative pilote de l'Assemblée parlementaire sur la participation des enfants, en se concentrant notamment sur les rapports "Donner la parole aux enfants : promouvoir la participation de l'enfant comme principe fondamental des sociétés démocratiques" (Rapporteur : Baroness Massey, Royaume-Uni, SOC) et "Inaction face au changement climatique – une violation des droits de l'enfant" (Rapporteur : Mme De Temmerman, France, ALDE). Dans ce contexte, O'Reilly a travaillé en étroite collaboration avec Foróige, une organisation de développement de la jeunesse, en Irlande. O'Reilly est le vice-président sortant du Groupe PPE du Conseil de l'Europe, ancien vice-président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et chef de la délégation parlementaire irlandaise au Conseil de l'Europe de 2009 à 2020. Il est membre du Sénat irlandais pour un troisième mandat, membre du Dáil Éireann de 2011 à 2016, ancien membre du conseil du comté de Cavan, et maire du comté de Cavan entre 2004 et 2005. Il est également porte-

parole du Sénat pour les Affaires étrangères et le commerce, membre de la commission mixte Oireachtas sur les Affaires étrangères et le commerce, et membre de la commission spéciale du Seanad sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. M. O'Reilly est titulaire d'un master (MA hons) de l'University College Dublin, d'un diplôme supérieur en éducation du Trinity College Dublin, d'un diplôme en éducation primaire du St Patrick's College Drumcondra et d'un diplôme en droit de l'Institut d'éducation de Dublin.



**Carles Lopez Rico** est président de la Plateforme espagnole des organisations s'occupant des enfants, membre du conseil d'administration et responsable des relations institutionnelles au sein de la Plateforme du secteur associatif (depuis novembre 2019 pour ces deux fonctions). Avant de rejoindre la Plateforme des organisations s'occupant des enfants en 2019, Carles a exercé les fonctions de président et directeur des relations politiques au sein de la Confédération nationale des associations étudiantes (CANAE), ainsi que de membre du conseil d'administration (revue scientifique « Participation à l'éducation ») et membre du conseil permanent (école publique au sein du Conseil), toutes deux au sein du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle. Carles est titulaire d'une maîtrise en droit constitutionnel ainsi qu'en droit parlementaire, droit électoral et études législatives. Il prépare actuellement un doctorat en droit constitutionnel (UNED). Il a participé à des publications, des conférences et des formations sur les obstacles du droit public à l'amélioration des droits sociaux, le processus de participation pour l'autonomisation et les questions d'éducation.

## Session plénière – compte-rendu de la première journée

### Modérateur



Diplômée en sciences politiques et en philosophie politique des universités de Sofia (Bulgarie) et de York (Royaume-Uni), **Irena Guidikova** travaille au Conseil de l'Europe depuis 1994. Elle a fondé en 2008 le programme « Cités interculturelles » et a été la coordinatrice du Forum mondial de la Démocratie entre 2013 et 2017. Elle a ensuite dirigé les programmes de coopération sur l'anti-discrimination et l'inclusion au Conseil et est actuellement chef du service des droits des enfants et des valeurs du sport.

## Thème II : Participation des enfants – responsabiliser les enfants et surmonter les obstacles à leur droit de participation

### Modérateur A : Promouvoir les ateliers juridiques en tant que moyen de renforcer l'accès des enfants à la justice



Alors qu'il était le représentant de l'Irlande au Comité de coopération juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe, **Seamus Carroll** a présidé le groupe de spécialistes qui a rédigé les Lignes directrices du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants. Il préside actuellement le Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE).



**Professor Ursula Kilkelly**, professeure à la faculté de droit de l'*University College Cork*, étudie les droits de l'enfant depuis plus de deux décennies et compte de nombreuses publications sur l'application et la mise en œuvre de la loi aux niveaux national et international. Son travail est axé sur l'accès des enfants à la justice et leur expérience du système judiciaire et elle s'intéresse en particulier à la promotion des droits des enfants par le biais de litiges stratégiques. En 2010, elle a fondé l'Atelier des droits de l'enfant au sein de l'UCC, en tant que service de recherche dirigé par des étudiants et destiné à aider les avocats et d'autres personnes à promouvoir les droits des enfants et à leur donner accès à des recours. L'Atelier est venu en aide à des requérants devant la Cour européenne des droits de l'homme et le Comité européen des droits sociaux et a présenté des observations sur la réforme de la loi et la défense des droits. L'Atelier est maintenant pris en charge par des étudiants de master en droits de l'enfant et droit de la famille à l'UCC.



**Dr. Antonios St. Stylianou** a étudié le droit à l'Université de Bristol, où il a obtenu sa licence de droit avec mention en 2003. Il a poursuivi ses études de doctorat dans le domaine du droit international et des droits de l'homme à la faculté de droit de l'Université du Kent où il a obtenu son doctorat. Il a enseigné le droit à Londres, avant de retourner à Chypre et d'être nommé en tant que chargé de cours à l'Université de Nicosie. Les recherches de M. Stylianou portent principalement sur les domaines du droit international, du droit de la mer, des droits de l'homme et des droits de l'enfant, du droit européen, du terrorisme, du droit de l'énergie (pétrole et gaz) et du droit des organisations internationales. Il a participé à un grand nombre de conférences internationales, régionales et locales sur ses domaines de spécialisation et a présenté un certain nombre d'articles et de discours. Il a été membre du Comité directeur du Conseil de l'Europe à Chypre pour la mise en œuvre de la campagne « Un sur cinq » en faveur de la promotion de la Convention de Lanzarote. Il est membre de divers comités nationaux, dont le Conseil géopolitique de la République de Chypre. M. Stylianou est rapporteur national pour Chypre sur divers projets de l'Union européenne en matière de droits de l'homme. Il est actuellement président de l'Autorité portuaire chypriote, sur nomination du Conseil des ministres de la République de Chypre, fonction qu'il cumule avec celles de maître de conférences en droit à l'Université de Nicosie et de directeur de l'Atelier de droit de l'Université depuis 2009. M. Stylianou a beaucoup écrit sur les questions relatives aux droits de l'enfant, à l'énergie, à la sécurité, à la géopolitique, au droit et à d'autres domaines. Il est membre de plusieurs associations et comités nationaux et internationaux liés à sa discipline.



**Maartje Berger** est conseillère juridique concernant les droits de l'enfant et la protection de l'enfance à *Defence for Children* – Pays-Bas et experte en matière de mise en œuvre des droits de l'enfant dans le droit relatif à la jeunesse. En tant que chercheuse, coordonnatrice de projet, formatrice et lobbyiste, elle travaille régulièrement avec des enfants et des jeunes adultes/experts ayant une expérience de sujets tels que la participation des enfants, la privation de liberté et la prise en charge des jeunes. Récemment,

Maartje a travaillé avec une vaste équipe d'ONG européennes dans le cadre du projet de l'Union européenne *Focus on my needs*. Cette coopération portait sur les enfants impliqués dans des procédures pénales et sur la mise en œuvre du droit des enfants victimes et des enfants suspects à une évaluation individuelle. En outre, Maartje Berger exerce les fonctions de médiatrice indépendante dans les affaires pénales (inscrite auprès de la MfN) et membre d'un comité des plaintes d'une organisation de protection de la jeunesse.

### **Modérateur B : Comprendre les difficultés rencontrées par les enfants en tant que défenseurs des droits humains**



**Jana Hainsworth** a rejoint Eurochild en tant que Secrétaire générale en janvier 2006. Eurochild est le principal réseau de la société civile en matière de promotion des droits et du bien-être des enfants en Europe, rassemblant près de 200 membres issus de 35 pays. Jana possède une expérience et une expertise étendues concernant les actions de défense auprès de l'UE, la politique sociale, la protection de l'enfance, les droits et la participation des enfants ainsi que le développement des organisations. De 2015 à 2019, Jana a été présidente de la Plateforme sociale, qui réunit les réseaux européens de la société civile luttant pour la justice sociale et la démocratie participative. Avant de rejoindre Eurochild, Jana a travaillé au sein d'un cabinet de conseil privé dans le domaine des communications et de la recherche politique sur les

questions sociales et environnementales. Elle a également coordonné un réseau d'organisations de jeunes volontaires à long terme en Europe. Elle est titulaire d'une maîtrise en environnement, développement et politique et d'une licence en sciences naturelles. Elle possède la double nationalité belge et britannique et a deux filles.



**Michel Forst** possède une vaste expérience dans le domaine des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les défenseurs des droits de l'homme, les droits de l'enfant et la grande pauvreté. Il a occupé plusieurs postes de direction dans le domaine des droits de l'homme, notamment au sein de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, institution française dont il a été membre puis Secrétaire général pendant plus de dix ans. Il a été directeur général d'Amnesty International, directeur général de la Ligue contre le cancer, secrétaire général de la Cimade (Comité inter-mouvements auprès des évacués), chef de cabinet à l'UNESCO et secrétaire général du Premier Sommet mondial sur les défenseurs des droits

humains (Paris). De 2008 à 2013, M. Forst a été Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Haïti et, de 2012 à 2013, il a présidé le Comité de coordination des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. En juin 2014, le Président du Conseil des droits de l'homme a nommé M. Michel Forst en tant que Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. En mars 2017, il a été reconduit dans cette fonction jusqu'en

2020, pour un second et dernier mandat. Michel Forst s'est rendu dans plus de 60 pays en sa qualité de Rapporteur spécial des Nations Unies à l'invitation d'États membres des Nations Unies ou à celle d'universités, de centres culturels et d'organisations de la société civile. Dans le cadre de ses fonctions, il a tenu de nombreuses réunions avec des ministres et des institutions publiques dans les capitales ou avec des ambassadeurs à Genève et à New York au sujet de la situation des défenseurs des droits de l'homme. Il a soumis de nombreux rapports nationaux et thématiques au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et à la 3e commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.



**Alex Conte** est directeur général de *Child Rights Connect*, le plus grand réseau mondial d'organisations et de coalitions nationales, régionales et internationales œuvrant à la promotion et à la défense des droits des enfants. Alex a plus de vingt ans d'expérience en tant qu'avocat et défenseur des droits humains. Il est membre du comité de rédaction de *l'International Journal of Children's Rights*. Il a travaillé en tant qu'avocat pénaliste, avec des organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales, et dans le milieu universitaire en tant que professeur de droit international et de droits de l'homme. Il est professeur adjoint à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève.



**Konstantinos Papachristou** est un défenseur des droits de l'homme, qui étudie actuellement la politique et les études internationales à l'université de Warwick. Il est le fondateur du 1er groupe de réflexion en ligne pour les adolescents en Grèce, *Teens4greece*. Il a acquis une vaste expérience en s'impliquant et en occupant des postes de direction dans diverses organisations et projets internationaux tels que l'OCDE, les Nations Unies, Covidunder19, Eurochild, *Child Rights Connect*, le Conseil de l'Europe et le State of Youth, tout en étant membre du conseil d'administration de la Fondation Learning for Wellbeing.



**Ms Sayek Böke** a été diplômée du département d'économie de l'Université technique du Moyen-Orient d'Ankara en 1993. Elle a obtenu son M.A. et son doctorat à l'université de Duke en 1996 et 1999, respectivement. Après avoir travaillé comme économiste au FMI, elle a occupé des postes d'enseignement au Bentley College entre 1999 et 2001 en tant que professeur assistant, à l'université de Georgetown en 2003 en tant que professeur adjoint, à l'université Bilkent entre 2003 et 2014 en tant que professeur associé. Elle a présidé le département d'économie de l'université Bilkent à partir de 2011 jusqu'à ce qu'elle quitte le monde universitaire pour se présenter aux élections législatives de 2015. Elle a été élue à l'Assemblée du Parti républicain du peuple (CHP) de Turquie en 2014 et a été réélue jusqu'à ce jour et est actuellement membre de l'Assemblée du parti. Elle a occupé le poste de vice-présidente responsable de la politique économique de 2014 à 2017, a été porte-parole du parti de 2016 à 2017 et, depuis 2020, est la secrétaire générale du CHP. Elle a été élue députée, représentant İzmir aux élections législatives de 2015 et 2018 et est actuellement membre du Parlement turc. Elle est actuellement membre de la délégation nationale de la Turquie à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, où elle occupe le poste de première vice-présidente du groupe des Socialistes, Démocrates & Verts et celui de présidente de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable.

## Thème III : Enfants et technologies – garantir la protection des droits de l’enfant dans un environnement technologique en constante évolution

### Modérateur A : Protéger les enfants contre l’exploitation sexuelle et les abus sexuels en ligne

Voir page 9 - Biographie de M. Philip D. Jaffé, membre du Comité des droits de l’enfant des Nations Unies (CNUDE)



**Maria José Castello Branco** est la vice-présidente du Comité de Lanzarote et conseillère juridique au cabinet des affaires européennes du ministère portugais de la Justice, à Lisbonne. Elle est également membre du réseau européen des droits de l’enfant.



**Susie Hargreaves** a rejoint l’*Internet Watch Foundation* (IWF) en septembre 2011 en tant que directrice générale. Elle est directrice du *Safer Internet Centre* du Royaume-Uni. Elle est également membre des organes suivants: le groupe de gouvernance stratégique du Centre contre l’exploitation et pour la protection en ligne des enfants (CEOP) de l’Agence de lutte contre la criminalité (NCA), le Groupe de travail sur la protection des enfants en ligne de l’Union internationale des télécommunications (UIT) et le Groupe de travail de la Commission sur le haut débit. Elle est membre du comité de direction du *UK Council Internet Safety* (UKCIS). Récemment, Susie est devenue membre de la Coalition mondiale pour la sécurité numérique du Forum économique mondial. Susie est membre du comité restreint du Prix Women of Europe dont elle a été finaliste. Elle s’est vu décerner le titre d’officier de l’Ordre de l’Empire britannique lors de la célébration de l’anniversaire de la Reine en 2016, pour « Services à la sécurité en ligne des enfants ».



Le **professeur Ernesto Caffo** est un professeur confirmé de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (Université de Modena et Reggio Emilia). A ce jour, il assume également les fonctions de : Professeur associé au Centre d'étude des enfants de Yale; membre de la Commission pontificale pour la protection des mineurs ; membre du conseil d'administration du Centre international pour les enfants disparus et exploités (International Center for Missing and Exploited Children). Il est également le fondateur et le président de SOS - Il Telefono Azzurro Onlus et le président de la Fondation Child. Au cours de sa carrière professionnelle, il a été une figure éminente de l'étude et la recherche sur la santé mentale des enfants. Depuis plus de 20 ans, il organise avec la Fondation Child le Séminaire international de formation à la recherche en psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent. Depuis 2000, il a assumé plusieurs rôles institutionnels dans les principales associations de psychiatrie. De 2000 à 2006, il a été vice-président de l'IACAPAP (Association Internationale de Psychiatrie de l'Enfant, de l'Adolescent, et

des Professions Associées), de 2001 à 2004, vice-président de la SINPIA (Società Italiana di Neuropsichiatria dell'Infanzia e dell'Adolescenza), de 2003 à 2007, président de l'European Society for Child and Adolescent Psychiatry (ESCAP). En outre, depuis 2005, il est membre du conseil d'administration de l'ONG ERICE (Empowerment and Resilience in Children Everywhere) et membre honoraire de l'American Academy of Child and Adolescent Psychiatry (AACAP). Sa première organisation, la fondation Telefono Azzurro, travaille depuis plus de 30 ans à la défense des enfants et des adolescents. L'association a été créée pour écouter les demandes d'aide formulées par des enfants, une réponse concrète au « droit d'être entendu » reconnu à l'enfant par la Convention internationale des droits de l'enfant des Nations Unies en 1989. Aujourd'hui, Telefono Azzurro gère un service d'assistance téléphonique (19696) et deux lignes d'urgence (le service d'urgence pour enfants 114 et le 116000 Enfants disparus). En particulier, le numéro d'urgence 114 est disponible en 20 langues - dont l'ukrainien. La fondation encourage les initiatives de prévention, par le biais de projets d'éducation et de sensibilisation destinés aux étudiants, aux éducateurs, au public et aux décideurs politiques. La Fondation travaille dans un cadre international pour promouvoir une culture des droits, en coopérant avec des organisations et des réseaux dans des activités de recherche, de plaidoyer et d'échange de bonnes pratiques. Le fondement de l'organisation est l'importance d'aider et d'écouter les enfants, c'est pourquoi Telefono Azzurro est particulièrement sensible aux nouveaux défis qui peuvent affecter la jeune génération.

### **Modérateur B : Intelligence artificielle – maximiser les opportunités tout en minimisant les risques**



**Vasiliki Charisi** est chercheuse en sciences et spécialiste des politiques de transition numérique et d'innovation au Centre commun de recherche de la Commission européenne, avec pour domaine de spécialité l'impact de l'intelligence artificielle sur le comportement humain, et plus particulièrement le développement de l'enfant. Travaillant à l'intersection de la recherche et de la politique, elle combine une expérience de recherche empirique et de terrain sur l'interaction entre les utilisateurs, avec des méthodes qualitatives et quantitatives avec des enfants d'Europe, d'Afrique, d'Asie et des États-Unis, et une perspective politique mondiale sur la conception de

technologies intelligentes centrée sur l'homme. Ses activités incluent des collaborations avec des universités, des organisations internationales (UNICEF, IEEE) et l'industrie (Institut de recherche HONDA, LEGO). Les résultats de ses études et de ses activités professionnelles ont fait l'objet de publications scientifiques et de rapports stratégiques, ainsi que d'interventions concrètes dans la conception de produits (robots). Vicky Charisi a une formation interdisciplinaire et elle a obtenu un doctorat à l'Institut de sciences de l'éducation de l'UCL, au Royaume-Uni. Elle est actuellement présidente du comité technique de l'IEEE sur l'intelligence informatique, les systèmes cognitifs et développementaux, Groupe de travail sur les systèmes interactifs de développement, et ses activités en 2020 lui ont valu de figurer dans la liste du *50 Brilliant Women in AI Ethics Hall of Fame*.



**Denise Amram**, titulaire d'un doctorat en droit, est maître de conférences en droit privé comparé au LIDER Lab – Institut DIRPOLIS, Scuola Superiore Sant'Anna (SSSA). Coordonnatrice de l'[Observatoire permanent des dommages corporels](#) et de la filière de recherche [ETHOS \(ETHics and law with and fOr reSearch\)](#), membre du comité directeur du projet sur la [Justice prédictive](#), et co-coordinatrice de la filière de recherche Droit de la famille, elle participe à plusieurs projets de recherche financés dans le cadre de programmes nationaux et européens (par exemple [VALKYRIES](#), [LeADS](#)) et elle est conseillère juridique et éthique pour plusieurs

projets de recherche, notamment sur les données sensibles. Chercheuse auprès du [Département d'excellence en EMbeDS](#), elle est membre honoraire de l'Université de Pise. Elle est maître de conférences adjointe à la SSSA pour les cours de doctorat et de premier cycle sur la protection des données, le droit de la famille et de l'enfant, l'éthique et l'intelligence artificielle, le droit privé, le droit de la santé, le droit privé comparé. Elle a enrichi son expérience en menant des activités d'enseignement et/ou de recherche à la fois en Italie (Université de Pise, Université de Ferrare) et à l'étranger, notamment en France (Université Panthéon-Assas et Université Panthéon-Sorbonne), aux Pays-Bas (Université d'Utrecht), en Irlande (University College Dublin), à Malte (Université de Malte) et aux États-Unis (Columbia Law School, Harvard Law Library). Elle est l'auteure ou la coauteure d'environ 110 publications en italien, français, anglais et espagnol, dont un [livre](#) et deux 2 codirections. Depuis 2010, Denise est avocate au barreau d'État de Pise. En 2020, elle a également reçu la certification ISO UNI 11697:2017 en tant que responsable de la protection des données. En 2018-2021, elle a été responsable de la protection des données à la Scuola Superiore Sant'Anna et à la Scuola Normale Superiore. Ses recherches portent notamment sur la protection des droits fondamentaux dans les domaines du droit de la protection des données, du droit de la famille et de la responsabilité civile et contractuelle dans une perspective nationale, européenne et comparative.



**Leanda Barrington-Leach** est responsable des affaires européennes à la fondation, une ONG internationale agissant pour un changement systémique qui garantisse que le monde numérique tient compte des enfants et des jeunes dès la conception et par défaut. 5Rights compte trois domaines d'activité : données et vie privée, conception centrée sur l'enfant et droits des enfants. Exerçant à Bruxelles, elle a été conseillère auprès du Secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure, spécialisée dans la communication stratégique et la lutte contre la désinformation.



**Alisha Arora** est une jeune fille ambitieuse de 15 ans qui a pour mission de tirer parti de la technologie pour le bien. Elle est une jeune ambassadrice de l'UNICEF pour la technologie et la santé mentale. Elle est actuellement la plus jeune chercheuse du laboratoire d'IA du MIT, travaillant sur le diagnostic des maladies mentales et sur la détection des idées suicidaires dans le contenu des médias sociaux pour prévenir le suicide avec le soutien de Microsoft. En tant qu'ardente philanthrope, elle a fondé sa propre organisation à but non lucratif, The HopeSisters.

La passion avec laquelle cette organisation a soutenu les enfants placés en famille d'accueil lui a valu de se faire connaître à la télévision nationale et auprès des responsables gouvernementaux.



**Alain Berthoz** est professeur honoraire au Collège de France (chaire de physiologie) et ancien directeur du laboratoire CNRS / Collège de France de la perception et de l'action. Ingénieur diplômé de l'École des Mines de Nancy, il est spécialiste en biomécanique, psychologie et neurosciences cognitives, ainsi qu'en physiologie de l'intégration multisensorielle, de l'orientation spatiale, du système vestibulaire, du système oculomoteur, de la locomotion et de la mémoire spatiale. Il a étudié les mécanismes neuronaux des mouvements oculaires, de la posture et de la locomotion, l'intégration multisensorielle et la mémoire spatiale. Il a expérimenté l'utilisation d'enregistrements intracellulaires chez les animaux, l'IRM fonctionnelle chez l'être humain et les enregistrements neuronaux EEG intracrâniens chez les patients. Il a travaillé sur les pathologies sensori-motrices et cognitives chez les enfants et les adultes et sur les fonctions cognitives, y compris récemment sur les maladies

psychiatriques (schizophrénie, autisme, Alzheimer, troubles cognitifs légers, paralysie cérébrale, etc.) et la base neuronale de l'empathie. Il a conçu récemment de nouveaux paradigmes pour l'étude de l'interaction avec les avatars virtuels et la question de la base neuronale de l'autoscopie et de l'héautoscopie. Il a été à l'origine du développement technique d'un certain nombre d'équipements biomédicaux, de la capture des mouvements, de dispositifs de réaction aux forces haptiques, de la mesure des mouvements oculaires, de la réalité virtuelle pour l'étude de la navigation et des avatars virtuels. Il a travaillé avec des groupes japonais et européens sur des projets d'inspiration neuronale sur les humanoïdes (NEUROBOTICS, ROBOSOM, ROMEO, KOROIBOT etc.). Son laboratoire a participé à plus de dix vols spatiaux sur la station MIR, SPACELAB et la Station spatiale internationale pour l'étude de l'influence de la gravité sur la perception, l'équilibre et le contrôle moteur. Il a également eu de nombreuses collaborations dans le domaine des sciences humaines et sociales, sur « l'Art de la mémoire » (un ouvrage coécrit avec l'historien John Scheid sur Pétrarque), les artistes (un livre récent sous presse sur les géométries du cerveau et leur expression dans les arts), sur la rhétorique (avec E. Danblon de la chaire de rhétorique de Bruxelles), avec des peintres (Fabienne Verdier avec une publication sous presse), avec un spécialiste de la littérature (deux livres avec Carlo Ossola), avec des philosophes (un livre avec Jean-Luc Petit sur la phénoménologie et un livre édité avec Claude Debru de l'École normale supérieure sur la prédiction et l'anticipation), avec un spécialiste de l'histoire du théâtre (codirection d'une thèse sur la biomécanique de Meyerhold avec B. Picon-Valin), avec des anthropologues (colloque sur les référentiels spatiaux avec Philippe Descola) et avec des sociologues (codirection d'une thèse d'Éric Brian et Marie Jaisson sur les gestes violents). Il a publié plus de 300 articles dans des revues internationales et est intervenu lors de sessions plénières de nombreuses conférences de premier plan. Il est membre en France de l'Académie des sciences et de l'Académie des technologies, d'Academia Europae, de l'Académie américaine des arts et des sciences, de l'Académie royale de médecine de Belgique, de l'Académie de médecine de Bulgarie et de l'Académie internationale d'astronautique. Il a reçu plusieurs prix internationaux pour ses recherches. Récemment, il a obtenu le prix Castang de la Société européenne de neurologie de l'enfant (2015) et le prix Hallpike-Nylén pour la pathophysiologie du système vestibulaire (2016) ; il a été élu à l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique (2016) et s'est vu décerner le titre de professeur Honoris Causa de l'Université de Salerne (2016). Il est Officier de l'Ordre du Mérite, Officier de la Légion d'Honneur et *Commandatore* de l'Ordre du Mérite de la République italienne.

\*\*\*



Le **président Robert Spano** est né à Reykjavik en 1972. Il a obtenu un diplôme *Candidatus Juris* en droit de l'Université d'Islande en 1997. Il a ensuite préparé une maîtrise en droit européen et comparé à l'Université d'Oxford (University College), qu'il a obtenue en 2000 avec mention. À Oxford, Robert Spano a reçu le prix Clifford Chance (premier accessit) pour ses résultats universitaires, ainsi que le prix de Procédure civile. Après avoir obtenu sa licence en 1997, Robert Spano a été nommé juge adjoint au tribunal de district de Reykjavanes, où il a occupé ce poste jusqu'en 1998, date à laquelle il est devenu conseiller juridique au Bureau du médiateur parlementaire de l'Islande. Après ses études de troisième cycle à l'Université d'Oxford, il a été nommé assistant spécial auprès du Médiateur, poste qu'il a occupé jusqu'en 2004. De 2004 à 2013, Robert Spano a été professeur de droit titulaire à la Faculté de droit de l'Université d'Islande, d'abord en tant que professeur associé de droit puis, à partir de 2006, en tant que professeur de droit. Il a été vice-doyen de la Faculté de 2007 à 2010 et a été élu doyen de 2010 jusqu'à son élection en 2013 en tant que juge à la Cour européenne des droits de l'homme. Il a beaucoup écrit dans les domaines de l'interprétation des lois, des droits humains, du droit constitutionnel ainsi que du droit pénal et de la procédure pénale. Robert Spano a publié trois livres et environ 80 articles et chapitres de livres. Il est un expert reconnu dans le domaine des droits numériques, d'internet, des entreprises et des droits de l'homme, ayant donné de nombreuses conférences sur ces sujets ces dernières années. En 2009 et 2010, Robert Spano a pris congé en tant que professeur de droit et a été nommé à titre provisoire Médiateur parlementaire de l'Islande par la Présidium du Parlement. Il a de nouveau été nommé Médiateur parlementaire en 2013 et a occupé ce poste avant de prendre ses fonctions à

Strasbourg le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Robert Spano a présidé plusieurs commissions et comités d'experts en Islande. Il a rédigé de nombreux projets de loi qui ont ensuite été adoptés par le Parlement, principalement dans le domaine du droit pénal. Il a été nommé président du Comité permanent d'experts en droit pénal du ministère de la Justice de 2003 à 2008 et de nouveau de 2011 à 2013. En 2007, le Premier ministre islandais a nommé Robert Spano président d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises entre 1947 et 1992 dans des institutions municipales et nationales accueillant des enfants. En 2011, l'Assemblée générale de l'Église nationale d'Islande l'a nommé président de sa commission chargée d'enquêter sur les allégations d'abus sexuels commis par l'ancien évêque d'Islande. Robert Spano, spécialiste des droits de l'enfant, a été expert auprès du Comité de Lanzarote du Conseil de l'Europe en 2012 et également membre islandais du Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe de 2012 à 2013. En 2012, il a été nommé juge ad hoc de l'Islande à la Cour de justice de l'AELE. Élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme le 25 juin 2013, Robert Spano est entré en fonction le 1<sup>er</sup> novembre de la même année pour un mandat de neuf ans. Il a été président de section du 1<sup>er</sup> mai 2017 au 30 avril 2019 et vice-président de la Cour du 5 mai 2019 au 17 mai 2020. Il préside la Cour depuis le 18 mai 2020.

## Thème IV : Stratégies nationales pour la prévention des violences faites aux enfants – s’attaquer aux angles morts

### Modérateur A : Renforcer la collaboration interinstitutionnelle



**Elona Boski** dirige le partenariat du Réseau social européen (RSE) avec la Commission européenne. Dans le cadre de ses fonctions, elle dirige l'équipe en charge de toutes les politiques thématiques et coordonne la politique spécifique de l'UE « Soutien aux enfants, aux familles et aux jeunes ». Elona a une longue expérience dans le domaine de l'acquis européen en matière d'asile et de bonnes connaissances dans plusieurs domaines de la gestion des migrations grâce à son parcours professionnel, principalement auprès de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Conseil européen sur les réfugiés et exilés (CERE) et du réseau universitaire Odysseus, ainsi qu'à ses études de troisième cycle. Au cours des dernières années, son travail s'est concentré sur la protection effective des enfants migrants, y compris les enfants demandeurs d'asile et réfugiés, contre les violations de leurs droits.



**Olivia Lind Haldorsson** est une défenseuse des droits des enfants qui travaille depuis 25 ans dans le domaine des droits des enfants et de la protection de l'enfance. Elle occupe actuellement le poste de conseillère principale et de chef de l'Unité des enfants à risque au sein du Secrétariat du Conseil des États de la mer Baltique ([childrenatrisk.cbss.org](http://childrenatrisk.cbss.org)). En 2014, elle a co-fondé « Child Circle », une ONG basée à Bruxelles ayant pour objectif principal le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfance. Olivia a joué un rôle central dans le projet Promise, qui promeut l'établissement du modèle Barnahus et l'excellence des activités visant à entendre, aider et soutenir les enfants victimes et témoins de violence ([www.barnahus.eu](http://www.barnahus.eu)). Elle est l'auteure des normes de qualité de Barnahus et d'autres outils pratiques pour soutenir le modèle. Elle a également travaillé en tant qu'experte indépendante auprès d'un large éventail de parties prenantes, concernant des initiatives stratégiques de défense des droits et des projets régionaux ayant trait aux droits de l'enfant et à la protection de l'enfance. Auparavant, elle a travaillé pour le Bureau de Save the Children International auprès de l'UE.



Le **Dr Carla Garlatti** est née à Udine le 20 mai 1957. En 1981, elle a obtenu une licence en droit avec mention à l'Université de Padoue et en 1986, elle est devenue juge. En ce qui concerne son expérience dans le domaine judiciaire, de 1987 à 1994, elle a occupé la fonction de juge au Tribunal d'Udine, avec une compétence spécifique dans les domaines du droit de la famille, de la faillite et du droit des sociétés. De novembre 1994 à novembre 1995, elle a été juge en matière pénale auprès du Tribunal de Milan. Ensuite, de 1996 à 2001, elle a été juge en matière civile auprès du Tribunal de Venise, et elle a également été vice-présidente de la Cour d'assises de Venise. De 2001 à 2008, elle a exercé la fonction de juge en matière civile auprès du Tribunal de Padoue, avec des compétences spécifiques en matière de droit de la famille, de succession, de droits réels et de protection des personnes frappées d'incapacité. Par la suite, de 2008 à 2010, elle a été Conseillère en matière civile auprès de la Cour d'appel de Venise, avec une compétence spécifique en matière de responsabilité professionnelle, de propriété intellectuelle et de brevets, en plus de ses fonctions à la

Section pour mineurs. De 2011 à 2016, elle a exercé la fonction de Juge responsable du Bureau législatif du ministère de la Justice et en 2017, elle est devenue Présidente du Tribunal des mineurs de Trieste. En ce qui concerne ses autres expériences pertinentes, de 2011 à 2013, le Dr Garlatti a été membre de la Commission, présidée par le Professeur Cesare Massimo Bianca, établie auprès du Département des Politiques Familiales « pour étudier les questions juridiques relatives à la famille et rédiger des propositions de modification des règles pertinentes et également afin de fournir un soutien technique scientifique pour la conclusion du processus d'approbation du projet de loi sur la reconnaissance des enfants naturels et l'élaboration des projets de décrets législatifs délégués ». En 2013, elle a également été membre de la délégation qui a participé à la mission dans les Territoires palestiniens pour fournir une « assistance technique à la création d'une unité des droits de l'homme au ministère de la Justice », avec un accent particulier sur le droit de la famille. En outre, elle a occupé le rôle de déléguée aux négociations à Bruxelles sur la « proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile » et a été le point de contact du « Réseau de coopération législative des ministères de la Justice de l'Union européenne » (LEGICOOP). Pendant la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne, elle a été présidente du groupe qui a mené les négociations sur la « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité ». Elle a travaillé en tant que représentante du ministère de la Justice au sein du comité technique d'évaluation des actes de l'Union européenne conformément à l'art. 19 de la loi 234/2012 et, avec la nomination intervenue en 2013, elle a fait partie du « Groupe d'évaluation des actes de l'Union européenne » (prévu par l'art. 20 de la loi 234/2012). En 2014, elle a été choisie comme membre de l'Observatoire national de l'enfance et de l'adolescence, créé par décret du ministre du Travail et de la Politique sociale, chargé des politiques familiales. En 2018, à Podgorica, au Monténégro, elle a mené des activités de formation sur les aspects internationaux du droit de la famille adressées aux juges monténégrins dans le cadre du projet « Soutien de l'UE à l'État de droit II ». En 2019, toujours à Podgorica, au Monténégro, elle a dispensé une formation aux juges monténégrins sur la coopération judiciaire internationale-protection des droits des enfants dans le cadre du projet « Soutien de l'UE à l'État de droit II ». Le 13 novembre 2020, elle a été nommée Autorité italienne pour les enfants et les adolescents. Selon les dispositions de la loi constitutive, l'Autorité est une institution indépendante qui a pour mission de promouvoir les droits des enfants et des adolescents. En particulier, l'Autorité exprime des avis sur les propositions législatives et les actes gouvernementaux dans ce domaine et rapporte aux institutions les initiatives à prendre pour assurer la protection des droits des enfants.



**Andrej Del Fabro** est chef du Département de la justice pénale adaptée aux enfants au sein du ministère de la Justice de la République de Slovénie et directeur de projet pour la mise en œuvre du modèle Barnahus en Slovénie. Auparavant, il a été directeur général de la Direction des affaires familiales du ministère du Travail, de la Famille, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances de la République de Slovénie, Secrétaire général du ministère de la Santé de la République de Slovénie et conseiller politique à l'Assemblée nationale de la République de Slovénie. Il possède un diplôme universitaire en sociologie - gestion des ressources humaines et une maîtrise en sciences politiques. Il a été membre du Comité ad hoc du

Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant et du Conseil de la République de Slovénie pour les enfants et les familles.



**Lucía Losoviz** a une expérience de plus de vingt ans concernant les ONG internationales, les droits de l'enfant, la défense des droits, la coopération internationale et l'aide humanitaire. Elle possède de vastes connaissances en matière de gestion et de droits de l'homme et est titulaire d'une licence en économie, d'un MBA et d'une maîtrise en développement et coopération internationale. Elle a occupé des postes de coordinatrice nationale en Argentine et, par la suite, de chef du Département de la coopération et de l'action humanitaire de *Save the Children* Espagne. Elle a travaillé en tant que consultante sur les droits humains, la protection de l'enfance et les politiques au sein de *Espirales Consultoría de Infancia*. Jusqu'à sa nomination en tant que Directrice générale des droits de l'enfant et de l'adolescent au ministère des Droits sociaux et du Programme à l'horizon de 2030 en Espagne, elle a été Directrice des politiques locales pour les enfants et la participation à

l'UNICEF Espagne. Elle a coordonné et écrit diverses publications et lignes directrices sur les droits de l'enfant. Elle a participé en tant qu'experte à un grand nombre de conférences, de séminaires et de formations.

### **Modérateur B : Éducation sexuelle complète et adaptée à l'âge pour prévenir la violence**



**Elda Moreno** est une juriste spécialisée dans les droits de l'homme, notamment les droits de l'enfant, l'égalité des sexes, le droit de l'environnement et les politiques sportives. Elle compte plus de 25 ans d'expérience dans des organisations internationales, où elle a dirigé des équipes et élaboré des normes juridiques, des politiques publiques, des programmes et des campagnes au sein du Conseil de l'Europe et des Nations Unies. Elda a conçu deux programmes transversaux majeurs du Conseil de l'Europe sur l'égalité des sexes et le programme « Construire une Europe pour et avec les enfants ». Son expertise en matière de plaidoyer et de communication comprend 15 ans d'expérience en tant

que rédactrice de discours pour des personnalités de premier plan et la conceptualisation de plusieurs campagnes de lutte contre la violence envers les enfants. En tant que chef du service des droits des enfants et des valeurs du sport (2016-2022), elle était responsable des programmes européens de protection des droits de l'enfant, de la promotion des droits de l'homme dans et par le sport ainsi que de la lutte contre le dopage, les matchs truqués et la violence dans le sport. De 2014 à 2016, elle a été directrice du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies chargé de la question de la violence contre les enfants à New York. Avant de rejoindre le Conseil de l'Europe en 1995, elle était avocate en Espagne, spécialisée dans les droits de l'homme. Elle est actuellement en congé sabbatique du Conseil de l'Europe, travaillant comme consultante et écrivant de la fiction.

Elda est titulaire d'un diplôme de droit et parle espagnol, anglais, français et allemand.



**Thordis Elva Thorvaldsdóttir** travaille dans le domaine de la prévention de la violence depuis quinze ans, en tant qu'auteure, militante et journaliste. Ses livres, articles, films et pièces de théâtre ont remporté divers prix et distinctions. De 2013 à 2018, elle a écrit trois courts métrages éducatifs qui sont utilisés pour l'éducation sexuelle dans les écoles primaires et secondaires à travers son Islande natale. Ces activités, combinées à ses prises de position publiques et son militantisme en faveur de l'égalité des droits, lui ont valu le titre de Femme de l'année 2015. Le livre de Thordis Elva sur sa propre expérience de maltraitance a été traduit en quatorze

langues et la conférence TED correspondante a été vue plus de six millions de fois. En 2020, elle a fondé la Fondation nordique pour les droits et l'égalité numériques (NORDREF) avec d'autres experts nordiques de ce domaine. Elle est intervenue au sujet du rôle des médias numériques et de l'éducation sexuelle dans la promotion de l'égalité de genre au sein des Nations Unies, de l'UE et du Conseil nordique des ministres.



**Joanna Herat** est spécialiste de programme principale au siège de l'UNESCO, au sein de la Section de la santé et de l'éducation. Travaillant à l'UNESCO depuis 2010, elle met son expérience politique et technique au service de l'amélioration de la santé et du bien-être des jeunes grâce à l'éducation, en mettant particulièrement l'accent sur une éducation sexuelle complète, la violence sexiste à l'école et le rôle de l'éducation dans

l'amélioration de la santé des adolescents et adolescentes en matière de sexualité et de procréation. Au cours de ses vingt années d'activité professionnelle, Joanna a travaillé dans des pays d'Asie et d'Afrique, dont dix années consacrées aux interventions communautaires contre le VIH, après une spécialisation en début de carrière dans des programmes d'éducation par le théâtre. Joanna est titulaire d'une maîtrise en anthropologie du développement de l'Université de Londres.



**Mme Elona Gjebrea Hoxha** est la directrice exécutive du Centre albanais pour la population et le développement (ACPD). Elle est titulaire d'un PHD de l'Université de Coventry (Royaume-Uni) en sciences naturelles et a enseigné dans diverses universités en Albanie pendant plus de 15 ans. Membre du Parlement albanais de 2017 à 2021, le Dr Gjebrea Hoxha a fait partie du groupe parlementaire « Amis des enfants » et de la Commission de la sécurité nationale et des Affaires étrangères. Elle possède une grande expérience pratique des questions relatives aux droits de l'homme, avec un accent particulier

sur les femmes et les enfants. Dans le cadre de ses fonctions de vice-ministre de l'Intérieur, de Coordinatrice nationale de la lutte contre la traite des êtres humains et de Coordinatrice nationale de l'Initiative mondiale sur le droit d'asile, les réfugiés et les migrations (2013-2017), le Dr Gjebrea Hoxha a participé à l'examen des questions relatives aux droits et à l'autonomisation des femmes, à la violence sexiste et à la lutte contre la traite des êtres humains.

Elle a été rapporteur de la Commission de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE sur les affaires économiques, la science, la technologie et l'environnement de 2018 à 2021.

**Session plénière : « Conserver la trace de ce qui a été découvert au-delà de l’horizon »  
(compte-rendu de la seconde journée)**

**Modérateur**

*Voir page 2 - Biographie de Mme Giovanna Pancheri, journaliste*

**Session de clôture : « Qu’emportons-nous sur notre chemin vers une nouvelle ère des droits de l’enfant ? »**

**Modérateur**

*Voir page 2 - Biographie de Mme Giovanna Pancheri, journaliste*

**Maria-Andriani Kostopoulous**

*Voir page 3 - Biographie de Mme Maria Andriana Kostopoulous, Présidente du Comité directeur pour les droits de l’enfant (CDENF)*



**Alfredo Ferrante** est membre du Bureau du Comité directeur pour les droits de l’enfant (CDENF) du Conseil de l’Europe. Chef d’unité au Département des politiques familiales de la Présidence italienne du Comité des Ministres. Titulaire d’une licence en sciences politiques, il est diplômé de l’École nationale d’administration italienne (SNA). Il a obtenu une maîtrise en études européennes à l’Université La Sapienza de Rome et une maîtrise en relations internationales à l’Université St. John’s de New York. Anciennement président de l’Association des anciens élèves de la SNA, il a également obtenu un doctorat en administration publique à l’Université Tor Vergata de Rome. Au cours de ses vingt années de carrière dans le secteur public, il s’est occupé de différents domaines des politiques sociales, tels que le secteur associatif, la responsabilité sociale des entreprises, le handicap et, depuis 2017, les droits des enfants. De 2016 à 2018, il a présidé le Comité ad hoc du Conseil de l’Europe sur les droits des personnes handicapées.



**Regína Jensdóttir** est titulaire d’un diplôme de droit de l’Université d’Islande et d’un diplôme de troisième cycle (D.E.A.) de l’Université de Strasbourg en droit public international. Entrée au Conseil de l’Europe en 1998, elle y exerce depuis 2010 la fonction de coordinatrice du Conseil de l’Europe pour les droits de l’enfant et dirige la Division des droits des enfants de l’Organisation. En cette capacité, elle suit les travaux du Comité directeur du Conseil de l’Europe pour les droits de l’enfant, la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l’Europe pour les droits de l’enfant (2022-2027) et de la Convention du Conseil de l’Europe sur la protection des enfants contre l’exploitation et les abus sexuels (la Convention de Lanzarote) ainsi que les activités du comité de suivi sur la manière dont les États mettent en pratique la Convention de Lanzarote. Elle a également dirigé la mise en place des travaux sur les droits des enfants dans un certain nombre de domaines tels que la violence envers les enfants, l’égalité des chances, la participation des enfants, la justice adaptée aux enfants et les droits des enfants dans l’environnement numérique.

[www.coe.int/children](http://www.coe.int/children)

FRA

[www.coe.int](http://www.coe.int)

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en oeuvre de la Convention dans les États membres.



Presidency of Italy  
Council of Europe  
November 2021 - May 2022

Présidence de l'Italie  
Conseil de l'Europe  
Novembre 2021 - Mai 2022

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE